

certain nombre des facteurs, questions et principes fondamentaux intéressant la politique canadienne de sécurité et de défense, de manière à pouvoir y réfléchir en profondeur.

■ Comme le Livre blanc sur la Défense l'a souligné, la sécurité du Canada comporte trois volets connexes : la politique et les programmes de défense; les perspectives de désarmement et de limitation des armements, et les activités qui visent à régler les conflits et qui comprennent les missions de maintien de la paix. Beaucoup plus que ne l'ont reconnu les auteurs du Livre blanc, une conjoncture favorable dans le cas des deux derniers volets peut, en fin de compte, réduire le besoin de défense et déboucher peut-être même sur des exigences et des opérations différentes.

■ Le public canadien est habitué de penser que le budget militaire national est très modeste (ce budget représente, certes, une part plus faible du produit national brut que dans la plupart des pays du Pacte de Varsovie et de l'OTAN), mais le Canada se situe au douzième rang dans le monde, pour ce qui est des dépenses militaires totales, et au sixième rang dans l'OTAN. Voilà des ressources suffisantes qui confèrent à notre pays des capacités militaires considérables ! Pour ce qui est de la taille de nos forces armées, nous nous classons au quarante-huitième rang; par ailleurs, les Forces canadiennes estiment, cela est bien connu, qu'une bonne partie de leur matériel est de qualité inférieure et vétuste. Même si l'on prend en compte que bien des armées plus nombreuses misent sur les conscrits et que la taille du territoire canadien est à l'origine de frais supplémentaires, il est clairement nécessaire d'examiner comment le Canada peut en arriver à long terme au meilleur rapport coût/efficacité possible en matière de défense. Par exemple, le Canada peut-il et doit-il essayer de conserver des forces armées parfaitement équilibrées et composées strictement de militaires professionnels à temps plein, ainsi qu'une infrastructure militaire d'envergure véritablement nationale ? D'un autre côté, est-il nécessaire et possible pour une puissance moyenne de se chercher des « créneaux » spécialisés où elle excellera en matière de défense, comme le Canada le fait dans d'autres domaines ? Comment convient-il de situer ces dernières questions par rapport aux rôles particuliers que le Canada assume déjà dans le secteur de la défense, ou qu'il envisage d'y remplir ?

■ En ce qui concerne la plupart des menaces militaires stratégiques possibles, dont un bon nombre demeureront pendant encore bien des années, le territoire et l'espace aérien du Canada forment un tout avec ceux des États-Unis. Cette réalité nous oblige à coopérer à bien des